**Annexe méthodologique**

Table des matières

[1. Collecte des données 1](#_Toc55222168)

[2. Cartographie des projets étudiés 3](#_Toc55222169)

[2.a Contribution des projets à la transition agroécologique 4](#_Toc55222170)

[2.b Contribution des projets à la lutte contre la pauvreté 6](#_Toc55222171)

[2.c Contribution des projets à la réduction des inégalités de genre 8](#_Toc55222172)

[2.d Contribution des projets à la lutte contre les dérèglements climatiques 8](#_Toc55222173)

[3. Méthodologie opérationnelle de mise en œuvre 9](#_Toc55222174)

***Note aux rédactions:*** *sur demande nous pouvons apporter des compléments sur la méthodologie, et une note complète sortira avec le rapport de recherche, début décembre.*

Le BASIC[[1]](#footnote-1) (Bureau d’analyse sociétale pour une information citoyenne) a réalisé pour nos trois organisations[[2]](#footnote-2) un travail de collecte et d’agrégation des financements agricoles français à destinations des pays éligibles à l’Aide Publique au Développement (APD). Il a également développé un outil nous permettant d’analyser ces financements, en passant au crible toutes les fiches projets collectées (ou à défaut, l’ensemble des détails disponibles pour chaque soutien financier), en utilisant différentes méthodologies élaborées conjointement et explicitées dans la suite de ce document.

## 

# **Collecte des données**

Pour cette étude, nous avons pris en compte tous les soutiens financiers publics de la France à destination du secteur agricole des pays éligibles à l’APD, ce qui comprend les financements engagés sous la mission d’aide publique au développement (APD) mais aussi des outils de financements français non APD gérés notamment par Proparco et Bpifrance.

L’étude couvre donc **la majorité des soutiens financiers publics français à destinations des pays éligibles à l’APD, à savoir :**

* L’Aide Publique au Développement : les dons, principalement octroyés par les **ministères** ainsi que par le **groupe AFD** et les prêts qui constituent la majorité des financements du groupe AFD (AFD et Proparco) ;
* Les autres outils financiers ne relevant pas de l’APD, utilisés par **Proparco** : entrées au capital, prises de participation, obligations, etc. ;
* Les garanties publiques octroyées par **Bpifrance** en soutien à l’exportation des entreprises françaises ayant des activités dans les pays étudiés.

**Seuls les financements bilatéraux ont été pris en compte**, car les financements multilatéraux ne sont pas fléchés et rattachés à des projets spécifiques, rendant impossible l’analyse que nous souhaitions.

Nous ne nous sommes pas limités à l’APD car les contre-garanties de prêt de Bpifrance et les autres financements de PROPARCO, permettent à des acteurs privés français de pénétrer certains marchés et d’y maintenir ou développer leur implantation. De par leur soutien à un modèle agricole pouvant nuire aux objectifs développementalistes français, ils ont de fait un impact direct sur la stratégie agricole de développement française. Impact qu’il nous semblait essentiel d’intégrer dans notre étude.

Pour classer l’ensemble des soutiens financiers français, nous avons créé une base de donnée. L’objectif recherché dans la création de cette base était de collecter de la manière la plus exhaustive possible des informations sur les projets financés par la France depuis 2009, afin de pouvoir les analyser.

Dans un premier temps, la constitution de la base de données s’est faite après collecte de toutes les données publiées par les institutions octroyant des soutiens publics dans l’agriculture, sur leurs sites internet, ainsi que sur la base de données de l’OCDE, via le système de notification des pays créanciers (SNPC) plus connu sous son acronyme anglais de base CRS[[3]](#footnote-3).

Dans un second temps, ces informations collectées ont été complétées par une série d’entretiens et d’échanges mails avec les principales institutions françaises figurant dans la base de données.

|  |
| --- |
| **Le cas spécifique de Bpifrance:**  Pour les projets garantis par la branche de Bpifrance Assurance Export, nous avons sollicité les services techniques, puis la direction de cette banque publique d’investissement afin d’obtenir des données projet. Néanmoins nous n’avons obtenu que des données agrégées par secteur et par années, ainsi que certains pays destinataires de ces exports, limitant la possibilité de les analyser selon nos indicateurs. |

Les donnéesrécoltées provenant de différentes sources, elles couraient le risque d’être présenté en doublon. Elles ont donc toutes été intégrées dans la base, mises en cohérence et consolidées avant toute utilisation ou calcul. Ce afin d’en garantir l’intégrité et la crédibilité. Les données ont ensuite été nettoyées afin d’éviter tout risque de doublon, et les devises converties pour pouvoir faire des équivalences entre les montants en euros et en dollars.

Au total ce sont **9571 projets qui ont été recensés et sur lesquels nous avons basé notre analyse.**

**Si notre base de données a été considérée comme la plus exhaustive possible après consultation avec les équipes techniques de l’AFD,** il n’a pas été possible de décompter de manière exacte le nombre de projets financés, notamment du fait de la multiplicité des outils de reporting utilisés par la France[[4]](#footnote-4). Nous avons demandé confirmation auprès des autorités françaises sur le nombre exact de ces projets, qui n’ont pas réussi à corroborer des données exactes (l’AFD et Proparco nous ont cependant confirmé une fourchette).

**De plus, nous n’avons pas eu accès à l'entièreté des données relatives aux financements bilatéraux réalisés via des intermédiaires financiers, principalement faits par Proparco,** c’est-à-dire des investissements dans des fonds ou des prêts à des banques commerciales pour financer des projets.

# **Cartographie des projets étudiés**

Afin de répondre à nos questions de recherche, nous avons créé une méthodologie pour cartographier les projets au regard de différents critères : transformation agroécologique, lutte contre la pauvreté, réduction des inégalités de genre et co-bénéfices climat. Ces différentes méthodologies fonctionnent sur des systèmes de recherche par mots clés, qui ont ensuite été doublés d’analyse qualitatives des plus gros projets.

Pour chacun de ces critères, des indicateurs ont donc été créés et une liste de mots clés et de variables de mots clés la plus complète possible a été constituée (plus de 1500 mots clés recherchés au total).

Ce sont les occurrences de ces mots-clés au sein des projets et financements analysés (à savoir l’analyse de l'ensemble des documents publiquement disponibles vis-à-vis du projet/financement : le titre, la fiche descriptive, les documents annexes, etc.) qui nous ont permis de classifier les projets au regard des indicateurs retenus.

Un système de pondération a ensuite été systématiquement mis en place afin de mesurer l’appartenance de chaque projet aux critères définis.

Il est à noter que notre système de classification a été construit au “mieux-disant” c’est-à-dire qu’il a été élaboré pour compter le plus de projets français possibles dans chaque catégorie : il suffisait par exemple de l'occurrence d’un seul mot clé ou d’une de ses variable pour valider un financement ou un projet comme contribuant à une catégorie en particulier[[5]](#footnote-5)., Nous avons opté pour cette approchedu fait de la faible quantité d’informations disponibles sur les différents projets : seuls ceux de l’AFD font l’objet de fiches descriptives qui ne dépassent pas une vingtaine de pages et ont même tendance à ne faire plus que 4 à 5 pages depuis 2017 afin de les rendre plus lisibles du grand public (mais au détriment de la transparence sur les actions menées).

## 2.a Contribution des projets à la transition agroécologique

Les indicateurs pour la transition agroécologique ont été inspirés en partie par les critères développés par Biovision et IPES Food, à partir de l’application de la grille méthodologique de Gliessman[[6]](#footnote-6) pour analyser les projets agricoles financés par le gouvernement américain. Gliessman y décrit 5 niveaux de la transition agroécologique. Pour pouvoir catégoriser les projets, nous avons décliné ces 5 niveaux en une série de 53 indicateurs (voir illustration ci-dessous).

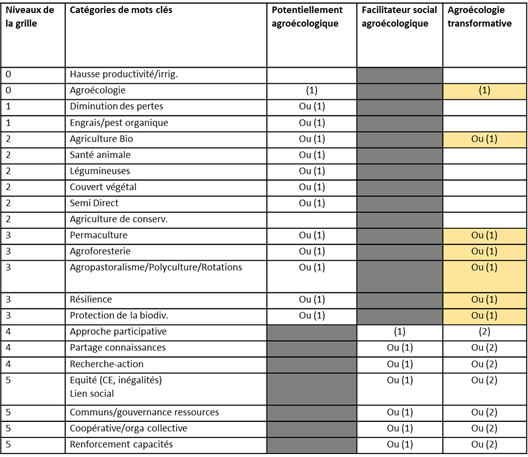


**Chaque projet a été cartographié en fonction de chacun de ces 53 indicateurs eux même déclinés en une série de mots clés spécifiques.** Il n’y a pas de prérequis pour la cartographie (autrement dit, un projet peut être cartographié comme appartenant au niveau 2 sans toutefois être cartographié dans le niveau 1).

Puis, nous avons appliqué une **méthode de pondération,** nous permettant de définir plus exactement la catégorie dans lesquelles les projets pouvaient être classés:

* **Potentiellement Agroécologique** : il s’agit des projets pour lesquels au moins un mot-clé a été identifié sur les niveaux 1 à 3 de la classification de Gliessman (mais pas sur les niveaux 4 et 5 supérieurs). Ces niveaux 1 à 3 renvoient aux **changements de pratiques agricoles sur les parcelles et plus globalement dans les fermes**. Ces projets ont été catalogués comme « potentiellement agroécologique » du fait de l’absence de mots clés sur les dimensions plus systémiques correspondant aux niveaux 4 et 5[[7]](#footnote-7).
* **Facilitateur Social Agroécologique** : cet indicateur permet d’identifier les projets « miroirs » des précédents, c’est-à-dire ceux pour lesquels au moins un mot-clé a été identifié sur les niveaux 4 et 5 de la classification de Gliessman (mais pas sur les niveaux 1 à 3 inférieurs). Comme décrit dans le cadre méthodologique développé pour les études récemment publiées par IPES Food[[8]](#footnote-8) et O. de Schutter et al.[[9]](#footnote-9) , ces niveaux 4 et 5 correspondent à la **création d’un cadre de transformation plus systémique (droit foncier, protection des ressources naturelles, dynamiques multipartites, transformations de filières…), mais sans indication sur les changements de pratiques opérés au sein des fermes agricoles**. Ces projets sont donc qualifiés de « Facilitateur Social » Agroécologiques.
* **Agroécologie Transformative** : les projets rentrant dans cette catégorie sont ceux pour lesquels les 2 conditions précédentes sont remplies, c’est-à-dire qu’au moins un mot clé a été identifié sur les niveaux 1 à 3 (avec quelques précisions par rapport à la catégorie « potentiellement agroécologique – voir tableau ci-dessous) et un autre sur les niveaux 4 et 5.
* **Non Agroécologique** : les projets identifiés dans cette catégorie sont ceux qui ont au moins une occurrence de mot clé identifié dans le thème « Augmentation de la productivité » (i.e. hausse des rendements, irrigations, utilisation d’engrais ou de pesticides, de variétés améliorées…) ou dans celui de l’ « Agriculture de conservation » et qui n’appartiennent à aucun niveaux de la méthodologie de Gliessman. En complément, des mots clés spécifiques ont été développés concernant les financements des ministères déclarés dans la base CRS de l’OCDE : les mots clés de « silos », « stations à semences », « engrais », « intrants », « tracteurs », etc. ont été spécifiquement recherchés car ils ont été repérés lors de l’analyse manuelle des descriptifs de projets dans cette base. Pour leur grande majorité, ces investissements sont donc dédiés uniquement à l’augmentation des rendements ou au financement de l’agriculture quel que soit le modèle agricole soutenu, ou au développement assumé de l’agro-industrie dans les pays récipiendaires

Au final, le tableau ci-dessous offre une vision globale des catégories de mots-clés utilisés pour construire les indicateurs pondérés liés à la transition agroécologique :



## 2.b Contribution des projets à la lutte contre la pauvreté

Les indicateurs et les mots clés/variantes de mots clés créés ont été inspirés des précédents travaux du BASIC, notamment l’étude menée pour Oxfam International en 2018 sur les inégalités de répartition de la valeur dans les filières agricoles internationales dont les résultats ont été publiés dans le rapport « Ripe For Change : Ending Human Suffering in Supermarket Supply Chains » [[10]](#footnote-10) ainsi que sur les critères d’évaluation du FIDA sur l’impact sur la pauvreté rurale [[11]](#footnote-11)

**Chaque projet a été cartographié en fonction de chacun des 4 indicateurs ci-dessous, eux même déclinés en une série de mots clés spécifiques:**

1. Amélioration des revenus des producteurs agricoles et de leurs familles

2. Amélioration des salaires des travailleurs agricoles et de leurs familles

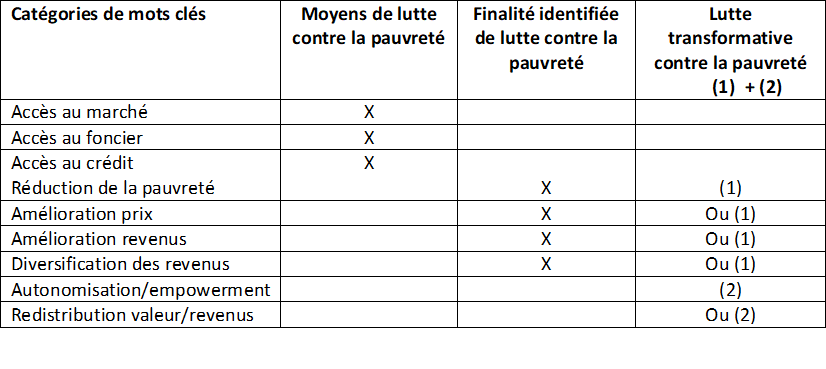
3. Respect des droits des travailleurs, en particulier en matière de salaire minimum, congés légaux, liberté syndicale…

4. Répartition plus équitable de la valeur le long des chaînes agricoles et alimentaires, en faveur du maillon agricole (producteurs et travailleurs)

Puis, nous avons appliqué une **méthode de pondération,** nous permettant de définir plus exactement la catégorie dans lesquelles les projets pouvaient être classés:

* **Moyens de lutte contre la pauvreté**  : il s’agit des projets pour lesquels au moins un mot-clé a été identifié concernant les principaux domaines de renforcement des capacités permettant aux agriculteurs de sortir de la pauvreté : amélioration de l’accès au marché, de l’accès au foncier et/ou de l’accès au crédit.
* **Finalité identifiée de lutte contre la pauvreté** : cet indicateur permet d’identifier les projets « miroirs » des précédents, c’est-à-dire ceux pour lesquels au moins un mot-clé a été identifié renvoyant aux objectifs principaux de la lutte contre la pauvreté : amélioration des prix agricoles ou des revenus des familles, diversification de ces revenus ou réduction de la pauvreté en tant que tel. Par contre, aucun mot-clé n’a été identifié concernant le renforcement des capacités détaillé dans la catégorie précédente.
* **Lutte transformative contre la pauvreté** : les projets rentrant dans cette catégorie sont ceux pour lesquels les 2 conditions précédentes sont remplies, c’est-à-dire qu’au moins un mot clé a été identifié concernant le renforcement de capacités et un autre concernant la poursuite des objectifs de lutte contre la pauvreté (voir tableau ci-dessous).

Le tableau ci-après présente les catégories de mots-clés utilisés pour les indicateurs pondérés :



## 2.c Contribution des projets à la réduction des inégalités de genre

La volonté initiale de l’étude était de développer une méthodologie visant à mesurer la contribution des financements français à la réduction des inégalités de genre en s'inspirant de celle développée par développée par Oxfam US dans leur étude "Are They Really Gender Equality Projects"[[12]](#footnote-12). Pour ce faire des mots clés test ont été utilisés: sans succès, la plupart ne rencontraient aucune occurrence dans les projets de la base de donnée. Afin de mesurer la contribution des financements à la réduction des inégalités de “genre”, une approche moins complexe, basée sur des mots-clés simples: « genre », « hommes » et « femmes » (inspirés par une méthodologie développée par le CIRAD pour évaluer la prise en compte du genre dans ses publications[[13]](#footnote-13)) a été développée.

Du fait du faible nombre d’occurrences des mots-clés associés: nous avons appliqué une **méthode de pondération simple,** nous permettant de définir plus exactement la catégorie dans lesquelles les projets pouvaient être classés:

* **Évocation Genre** : il s’agit des projets pour lesquels le terme « genre » a été identifié au moins une fois dans leur titre, leur description, leurs contenus web ou leur fiche projet.
* **Approche Genre** : cet indicateur permet d’identifier les projets pour lesquels, en plus du mot-clé « genre », les mots-clés « femme » ou « féminin » d’un côté et « homme » ou « masculin » de l’autre ont été identifiés. Ces trois occurrences combinées ont été jugées comme le minimum afin de pouvoir cataloguer un projet comme ayant potentiellement une approche genre.

## 2.d Contribution des projets à la lutte contre les dérèglements climatiques

De la même manière que pour l’agroécologie, la réduction de la pauvreté ou la question des inégalités femmes-hommes, une recherche préliminaire a été opérée avec des mots clés et variantes de mots clés liés à la lutte contre les dérèglements climatiques (17 mots clés et leurs variantes). Toutefois, le nombre d'occurrences était si faible qu’il n’a pas permis de construire une méthode de pondération.

# 3. Méthodologie opérationnelle de mise en œuvre

Pour cartographier les projets sur la base des mots clés définis, nous avons réalisé une première **recherche automatique des mots-clés** dans le descriptif des projets et les fiches projets consolidées dans la base.

Le résultat de cette cartographie par recherche automatique a été :

- **plus approfondie pour les projets de l’AFD** car nous avons intégré leurs fiches projets plus détaillées et réussi à y effectuer les mêmes recherches par mots-clés.

- **plus sommaire concernant les autres projets** pour lesquels seuls des descriptifs succincts sont disponibles dans les bases de données sources. **Pour essayer d’aller plus loin**, nous avons réussi à intégrer dans notre base de données les éléments qualitatifs publiés sur les cartes **des projets de l’AFD et surtout de Proparco**[[14]](#footnote-14), sur lesquels nous avons réalisé la même recherche automatique par mots clés.

En complément de la recherche automatique décrite précédemment, et dans l’objectif d’**assurer la qualité de la recherche par mots clés, nous avons réalisé une analyse qualitative manuelle d’un échantillon de 25 à 30 projets**. Cette démarche d’« assurance qualité » est **inspirée de la méthodologie développée par DeLonge et al.** pour analyser les projets de l’APD américaine[[15]](#footnote-15).

Les projets échantillonnés ont été ceux pour lesquels :

- les montants sont les plus importants parmi ceux répertoriés,

- une fiche descriptive (suffisamment) détaillée a pu être collectée et intégrée dans la base.

**L’analyse qualitative de ces 25-30 projets a permis de vérifier, et le cas échéant d’améliorer, les mots-clés** utilisés pour la cartographie automatique (au total trois itérations d’amélioration ont été réalisées sur les mots clés définis dans le fichier Excel distinct).

À l’issue de l’analyse de l’échantillon, **une nouvelle et dernière passe de cartographie automatique a été réalisée sur l’ensemble des projets** **de la base de données** en utilisant les améliorations apportées.

1. https://lebasic.com/ [↑](#footnote-ref-1)
2. Action Contre la Faim, CCFD-Terre Solidaire, Oxfam-France [↑](#footnote-ref-2)
3. Cette base de donnée enregistre tous les projets bénéficiant de soutien publics dans une acceptation assez large de la notion d’aide publique au développement (les projets soutenus par Proparco, dont certains ne rentre pas dans l’APD stricto sensu par exemple). Cela nous qui a permis de consolider la base de donnée construite sur la base de projets publiés sur les sites internet des différentes institutions et ministères. Cette source présente un décalage temporel de publication d'environ un an par rapport aux données publiées par l'AFD (car un travail est réalisé sur les données pour assurer leur fiabilité), c’est pourquoi notre analyse prend en compte les financements engagés jusqu’à 2018 seulement. [↑](#footnote-ref-3)
4. Par exemple, l’AFD et Proparco publient sur leur site de « carte des projets » des résumés de projets, sans numéro d’identifiant, ce qui ne permet donc pas de faire le lien avec leurs bases de données publiques respectives ni avec celle de l’OCDE. [↑](#footnote-ref-4)
5. A la différence des études récemment publiées par IPES Food et O. de Schutter et al. [↑](#footnote-ref-5)
6. DeLonge M.S., Miles A., Carlisle L, “Investing in the transition to sustainable agriculture“, Environmental Science & Policy, 55, 2016 [↑](#footnote-ref-6)
7. En cohérence avec les méthodologies utilisées par les études récemment publiées par IPES Food (1) et O. de Schutter et al. (2) qui portent respectivement sur les financements de la Fondation B & M Gates et de la coopération suisse pour la première, et ceux de la coopération belge pour la seconde: Voir: (1) IPES Food; Institute of Development Studies; Biovision. Money Flows: What Is Holding Back Investment in Agroecological for Africa?, 2020. et (2) De Schutter, O.; Vermeylen, M. The Share of Agroecology in Belgian Official Development Assistance: An Opportunity Missed, 2020. [↑](#footnote-ref-7)
8. *IBID,* IPES Food; 2020 [↑](#footnote-ref-8)
9. *IBID,* De Schutter. O.; and al,; 2020 [↑](#footnote-ref-9)
10. Gore T. et Willoughby R., “Ripe For Change: Ending Human Suffering in Supermarket Supply Chains“, Oxfam International, 2018. [↑](#footnote-ref-10)
11. <https://www.ifad.org/documents/38714182/39748829/manual_f.pdf/53d8f759-9909-4c29-88e6-c6510f6f3128>, p37 et 127 [↑](#footnote-ref-11)
12. Oxfam America. “Are They Really Gender Equality Projects? An Examination of Donors’ Gender-Mainstreamed and Gender-Equality Focused Projects to Assess the Quality of Gender-Marked Projects“, 2020. [↑](#footnote-ref-12)
13. Le traitement du genre au Cirad dans les problématiques de recherche, Jacques Lançon Juin 2017 [↑](#footnote-ref-13)
14. Voir à titre d’exemple<https://www.proparco.fr/fr/carte-des-projets/acme-2013> consulté le 12 avril 2020 [↑](#footnote-ref-14)
15. DeLonge M.S., Miles A., Carlisle L, “Investing in the transition to sustainable agriculture“, Environmental Science & Policy, 55, 2016 [↑](#footnote-ref-15)